



Arrestation de Julian Assange - une « criminalisation mondiale du journalisme. »



<https://www.srf.ch/news/international/wikileaks-gruender-in-haft-julian-assange-in-london-schuldig-gesprochen>

<https://www.heise.de/tp/features/Festnahme-von-Julian-Assange-aufgrund-von-US-Auslieferungsantrag-4397666.html>

<https://www.nachdenkseiten.de/?p=47287>

<https://deutsch.rt.com/international/87050-julian-assange-ein-steckbrief/>

https://de.wikipedia.org/wiki/Julian_Assange

<https://www.zeit.de/news/2019-04/11/linkspartei-und-gruenen-politiker-stroebele-kritisieren-assange-festnahme-in-london-20190411-doc-1fk37q>

Le fondateur de la plateforme de divulgation WikiLeaks a été arrêté par la police britannique à l'ambassade d'Équateur à Londres le 11 avril 2019. Selon la police britannique, une demande d'extradition américaine a été reçue. Les États-Unis accusent Assange de conspiration.

Assange était à l'ambassade d'Équateur à Londres depuis 2012. L'ancien gouvernement de l'Équateur, dirigé par le Président Rafael Correa, lui avait accordé l'asile et l'avait ainsi protégé de l'extradition vers la Suède. Assange était accusé d'avoir harcelé sexuellement deux Suédoises en 2010.

Cependant, le fondateur de WikiLeaks avait toujours affirmé son innocence et soupçonné cette accusation d'être une conspiration politique. Le procès suédois a été abandonné en 2017. Néanmoins, il a longtemps été menacé d'arrestation par la police britannique pour de prétendues « violations des conditions de sa libération sous caution ». Cette arrestation a été rendue possible parce que l'actuel Président de l'Équateur, Lenin Moreno, a récemment révoqué l'asile diplomatique d'Assange et sa citoyenneté équatorienne - prétendument en raison de violations des règles de l'ambassade.

Pendant des années, Assange a été menacé d'extradition vers les États-Unis pour y être soumis à un procès pénal. Les autorités américaines l'accusent de « conspiration pour piratage informatique ». WikiLeaks a publié à plusieurs reprises des documents internes de l'armée américaine et des autorités américaines et a mis en lumière des violations scandaleuses des droits de l'homme dans la prison américaine de Guantánamo Bay et des atrocités commises par les forces armées américaines pendant la guerre en Irak et en Afghanistan.

Assange est surtout accusé d'une conspiration conjointe avec l'informaticien et membre des forces armées américaines Bradley Manning, qui après un changement de sexe s'appelle maintenant Chelsea Manning. Manning lui avait transmis des informations sur les crimes de

guerre des Etats-Unis en Irak. En conséquence, WikiLeaks avait publié la plupart des 740 000 documents sur le site Web. La peine maximale pour « conspiration pour piratage informatique » est officiellement de cinq ans. Il y a des années, diverses voix des États-Unis, comme Bill O'Reilly, présentateur de Fox News, ou le politologue Tom Flanagan, avaient réclamé la peine de mort pour Assange.

Les avocats d'Assange sont certains que la brève accusation de « conspiration pour piratage informatique » ne s'arrête pas là. Ils s'attendent à ce que lui et d'autres employés de WikiLeaks soient inculpés en vertu du Espionage Act (en français : loi sur l'Espionnage). Il s'agit d'une ancienne loi de 1917, qui prévoit des décennies d'emprisonnement et, dans les cas particulièrement graves, la peine de mort.

La mère de l'activiste de WikiLeaks, Christine Assange, parle depuis longtemps des conséquences dramatiques que pourrait avoir l'extradition de son fils vers les autorités américaines: [Voix parlante :] « Ils rendent mon fils coupable, pour justifier son extradition vers les États-Unis, où un simulacre de procès l'attend. [...] Depuis huit ans, il n'a fait l'objet d'aucune procédure judiciaire en bonne et due forme.

À chaque étape c'était injuste et c'était une perversion de la loi. Il n'y a aucune raison de croire que cela va changer à l'avenir. Le grand jury américain responsable de WikiLeaks, qui a déposé la demande d'extradition, a rencontré en secret quatre procureurs, mais sans défense et sans juges. Le traité d'extradition entre le Royaume-Uni et les États-Unis permet au Royaume-Uni d'extrader Julian vers les États-Unis sans qu'il y ait eu de véritable infraction pénale.

Aux États-Unis, la NDAA (« Loi d'autorisation pour la Défense nationale ») [À l'écran : « Loi d'autorisation pour la Défense nationale »] autorise la détention illimitée sans procès. Julian pourrait très bien être détenu et torturé à Guantanamo, condamné à 45 ans de prison de haute sécurité ou condamné à mort. Mon fils est en danger de mort à cause de la persécution politique brutale de dirigeants sans scrupules, dont il a courageusement porté les crimes et la corruption à l'attention du public en tant que responsable de WikiLeaks. Nous devons protester pour mettre un frein à cette brutalité. J'en appelle à tous les journalistes pour qu'ils se lèvent maintenant parce que c'est votre collègue et que vous êtes les prochains. Je demande à tous les politiciens qui disent être entrés en politique pour aider les gens, de se lever maintenant. J'appelle tous les militants qui défendent les droits de l'homme, les réfugiés, l'environnement et qui sont contre la guerre, à se lever maintenant parce que WikiLeaks a soutenu votre cause et Julian souffre maintenant à vos côtés pour elle. J'en appelle à tous les citoyens qui attachent de l'importance à la liberté, à la démocratie et à une justice équitable pour qu'ils mettent de côté leurs divergences politiques et s'unissent ».

Les membres du Bundestag Heike Hänsel et Sevim Dagdelen (tous deux de gauche) et l'eurodéputée espagnole Ana Miranda (Verts) signalent combien la liberté de la presse occidentale est sérieusement menacée s'il n'y a aucune protestation ou initiative de prise dans l'affaire Assange. L'extradition d'Assange vers les autorités américaines et la condamnation de l'activiste de WikiLeaks créent un « dangereux précédent » [A l'écran : « Affaire juridique qui sert de modèle pour de futures situations similaires »], par lequel des journalistes du monde entier, y compris des citoyens de l'UE, pourraient être extradés vers les États-Unis si leur travail est interprété comme présentant un risque pour la sécurité nationale américaine. Il y a le risque d'une « criminalisation mondiale du journalisme ».

de kno.

Sources:

<https://www.srf.ch/news/international/wikileaks-gruender-in-haft-julian-assange-in-london-schuldig-gesprochen>
<https://www.heise.de/tp/features/Festnahme-von-Julian-Assange-aufgrund-von-US-Auslieferungsantrag-4397666.html>
<https://www.nachdenkseiten.de/?p=47287>
<https://deutsch.rt.com/international/87050-julian-assange-ein-steckbrief/>
https://de.wikipedia.org/wiki/Julian_Assange
<https://www.zeit.de/news/2019-04/11/linkspartei-und-gruenen-politiker-stroebele-kritisieren-assange-festnahme-in-london-20190411-doc-1fk37q>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#JulianAssange-fr - www.kla.tv/JulianAssange-fr

#WikiLeaks-fr - www.kla.tv/WikiLeaks-fr

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  Licence Creative Commons avec attribution

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.